

Catherine Séguin, préfète du Gers : « il faut être immédiatement en soutien aux entreprises ».



Catherine Séguin, préfète du Gers : « il faut être immédiatement en soutien aux entreprises ».

Depuis le 18 mars, Catherine Séguin, préfète du Gers, pilote les mises en application des différentes mesures d'accompagnement financières mises en place par l'État pour les entreprises, mais aussi pour évaluer l'impact du coronavirus sur leurs activités. Elle en a dévoilé, lors de sa conférence de presse du 7 avril, les détails et les divers mécanismes qui permettront de ne rien laisser au hasard, autrement dit les dossiers sont bien « ficelés ». Toutefois, Catherine Séguin en avant propos souligna que le premier objectif est de surmonter cette crise sanitaire pour protéger nos concitoyens dont ceux qui travaillent en vérifiant que leurs employeurs s'assurent de leur protection. Puis le second point, objet de la conférence de presse, est d'apprécier l'impact très fort de cette crise sanitaire sur l'économie qui doit faire face à une récession très importante, « il faut être immédiatement en soutien aux entreprises », souligne la préfète.

Pour cela, Catherine Séguin s'appuie sur l'ensemble des acteurs économiques et des grands élus départementaux pour « que chacun soit informé et mobilisé au bon niveau ». Elle a donc décidé d'instaurer trois instances économiques au niveau départemental qui se réunissent déjà régulièrement. Il s'agit du **comité stratégique** (composé des services de l'État, DDFIP, Banque de France, Tribunal de commerce, BpiFrance, URSSAF, chambres consulaires (CCI, CMA et Chambre d'agriculture), Union des métiers des industries et de l'hôtellerie (UMIH), Maison de l'artisan, Fédération des banques de France, Fédération du bâtiment de France, Ordre des experts comptables, Union Patronale du Gers (UPG), Mutualité sociale agricole (MSA), du **comité opérationnel** par secteur (agricole, artisanat, commerce et industrie) et du **CODEFI** (Comité Départemental d'Examen des problèmes de Financement des entreprises).

La préfète en appelle aux chambres consulaires (CCI, CMA et Chambre d'agriculture) pour être les premiers interlocuteurs et référents pour assurer l'information et l'orientation des entreprises souhaitant bénéficier des mesures d'aide en leur apportant des réponses à chacune de leurs questions.

Les mesures de l'État ainsi que les contacts appropriés peuvent être retrouvés en ligne sur le site du ministère de l'Économie : <https://info-entreprises-covid19.economie.gouv.fr/kb>



Les présidents des chambres consulaires : Bernard Malabirade (Chambre d'agriculture), Guy Sorbadère (Chambre des métiers), Rémi Branet (CCI) ont participé à la conférence de presse.